



EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA  
RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

# UN MONDE MEILLEUR GRÂCE AU COMMERCE

AU 31 MARS 2023 | NON AUDITÉ

Canada

 EDC

# TABLE DES MATIÈRES

## Rapport de gestion

Aperçu .....	2
Sommaire des résultats financiers .....	5
Déclaration de responsabilité de la direction .....	8

## États financiers consolidés résumés

État consolidé résumé de la situation financière.....	9
État consolidé résumé du résultat global.....	10
État consolidé résumé des variations des capitaux propres .....	11
Tableau consolidé résumé des flux de trésorerie .....	12
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés .....	13
Note 1. Méthodes comptables significatives .....	13
Note 2. Prêts et compte de correction de valeur/provisions pour pertes .....	17
Note 3. Passifs au titre des contrats d'assurance .....	20
Note 4. Passifs éventuels.....	25
Note 5. Capital social. ....	25
Note 6. Juste valeur des instruments financiers.....	25
Note 7. Risques liés aux instruments financiers .....	27
Note 8. Résultat des activités d'assurance .....	28
Note 9. Autres (produits) ou charges .....	29
Note 10. Charges administratives .....	29
Note 11. Transactions entre parties liées .....	30

### Avertissement à l'égard des déclarations prospectives

Le présent document contient des projections et d'autres déclarations prospectives à l'égard d'événements futurs. Par leur nature, ces déclarations se fondent sur des hypothèses et sont assujetties à des incertitudes et à des risques inhérents. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives.

## APERÇU

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Son mandat est non seulement de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du Canada d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international, mais aussi de fournir du financement d'une manière qui reflète les priorités du Canada en matière de développement international. EDC offre des produits d'assurance, des services de financement, des produits de cautionnement et des solutions aux petites entreprises. Elle offre aussi des outils de gestion du risque de crédit en ligne. Ses clients sont des exportateurs et des investisseurs canadiens, ainsi que leurs clients internationaux. Elle accorde une attention particulière aux petites et moyennes entreprises en concevant des outils qui leur permettront de réussir sur les marchés internationaux. Détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada, EDC est une société d'État qui rend compte de ses activités au Parlement par l'intermédiaire de la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique. Elle génère les produits de ses activités ordinaires principalement en percevant des intérêts sur ses prêts, des commissions sur ses produits de cautionnement et des primes sur ses produits d'assurance.

### Contexte économique

Même si les principaux marchés ont connu une croissance plus forte que prévu vers la fin de 2022, l'économie mondiale a perdu un peu de cet élan en entamant 2023. Le resserrement synchronisé des politiques monétaires par la hausse des taux d'intérêt dans le monde a pesé sur la croissance du PIB, car les ménages ont réduit leur consommation. Malgré une croissance nominale stable du commerce, le volume des exportations a reculé vu la timidité des gestionnaires en approvisionnement. Bien que dans la plupart des régions, l'inflation n'est plus à son sommet de 2022, l'inflation de base demeure élevée néanmoins et s'avère difficile à juguler. Les banques centrales sont bien déterminées à préserver la stabilité des prix, ce qui réduit les moyens financiers, resserre le crédit et, tout récemment, a ébranlé le secteur bancaire. Ce trimestre, les prix des marchandises continuent d'être modérés comparativement au niveau élevé atteint dernièrement, le prix de référence West Texas Intermediate affichant une moyenne de 76 USD le baril au premier trimestre après que l'OPEP+ eut limité sa production. Maintenant que la Chine a rouvert ses frontières, les prix risquent de rester plus élevés que prévu.

L'économie américaine tourne au ralenti, quoique soutenue par la vigueur du marché de l'emploi, dont la croissance se poursuit malgré une diminution des débouchés. La Réserve fédérale a haussé ses taux d'intérêt de 50 pb, établissant le taux des fonds fédéraux dans une fourchette de 4,75 % à 5,00 %. L'inflation recule, et la croissance brute annualisée s'élève à 5 %. La chute de trois banques régionales américaines, notamment la Silicon Valley Bank, a ébranlé le secteur bancaire, rendant les conditions de crédit encore plus difficiles. La Réserve fédérale a réagi en annonçant une facilité de crédit à court terme visant à protéger les dépôts bancaires. Les banques mondiales ont fortement senti l'obligation de préserver leurs ratios de fonds propres et, finalement, Crédit Suisse a dû être vendue à UBS.

En Chine, la croissance économique a dépassé les 4 % au premier trimestre grâce à la levée de la politique « zéro COVID » et à la réouverture des frontières aux touristes. En Europe, l'économie est bridée par le ralentissement du secteur manufacturier, mais la confiance est revenue maintenant que l'approvisionnement énergétique a été préservé. La Banque centrale européenne a augmenté les taux d'intérêt de 100 pb, tout en laissant son taux de refinancement à 3,5 %.

L'économie canadienne demeure résiliente malgré le ralentissement des activités. Le volume des exportations, en hausse au début du premier trimestre grâce à une demande stable attribuable aux dépenses de consommation américaines, commence à ralentir maintenant. Affaibli, le secteur du logement subit une baisse des prix. La Banque du Canada a relevé son taux directeur de 25 pb, exprimant une pause dans sa politique de resserrement. Le taux d'inflation a fléchi en atteignant 4,3 %. Le marché de l'emploi a été assez solide, le nombre de postes vacants étant en recul, et l'offre se rééquilibrant.

## Prévisions macroéconomiques

Notre modèle de pertes de crédit attendues utilise des informations prospectives produites à partir de prévisions raisonnables et justifiables à la date de clôture à l'égard des conditions économiques futures. Nos prévisions sont mises à jour chaque trimestre, et les pertes de crédit attendues pour la période sont ajustées en conséquence.

L'économie mondiale tourne au ralenti par suite d'une inflation récemment galopante mais en baisse actuellement, d'une montée rapide des taux d'intérêt dans le monde et d'une guerre persistante en Ukraine. Puisqu'il faut stabiliser l'inflation, et à cause des difficultés que connaissent les marchés financiers en croissance ou émergents, nous nous attendons au maintien d'un taux d'intérêt élevé jusqu'au début de 2024.

Notre scénario économique défavorable laisse présager une récession, à des degrés différents, sur les marchés tant développés qu'émergents dès le troisième trimestre de 2023, la probabilité étant de 35 %, soit 5 % de plus comparativement au trimestre précédent. Selon ce scénario, les États-Unis, quoique touchés, connaîtront un meilleur sort que la plupart des autres grandes économies. L'inflation demeurant élevée, la situation nécessite des politiques monétaires plus strictes que lors d'anciennes récessions comparables et maintient la force du dollar américain, ce qui nuit à la capacité d'emprunt des États et des entreprises d'économies émergentes. D'après notre scénario optimiste, dont la probabilité est de 5 % (en baisse de 5 % depuis le trimestre précédent), les pressions inflationnistes devraient s'amenuiser rapidement, les investisseurs deviendraient moins méfiants, et l'activité économique s'intensifierait.

## Gestion des risques

Du fait de nos activités, nous sommes exposés à un large éventail de risques, notamment d'ordre stratégique, financier et opérationnel. Nous gérons les risques à l'aide d'une structure de gouvernance constituée de trois lignes de maîtrise qui privilégie une supervision et un contrôle centralisés, équilibrés et stricts des risques, avec une obligation redditionnelle et des responsabilités d'appropriation du risque clairement établies au sein du personnel en contact direct avec les clients. Cette structure fait en sorte que l'appétit pour le risque est transmis en cascade à l'échelle de la Société; elle établit aussi des forums constituant pour la haute direction un cadre propice pour dûment examiner, discuter et débattre les risques et en tenir compte dans les décisions à tous les échelons et pour toutes les fonctions de la Société. Cette structure nous permet de continuer à gérer nos activités en fonction de l'évolution des risques dans le contexte économique actuel. Même si les conditions du crédit se resserrent du fait de la hausse des taux d'intérêt, EDC continuera, grâce à son excellente position de capital, à créer de la valeur pour les entreprises canadiennes.

Pour un examen plus approfondi de notre gestion des risques, consulter les pages 143 à 151 de notre Rapport annuel 2022. Pour des précisions sur les risques liés aux instruments financiers, voir la note 7 afférente aux états financiers ci-joints.

## Incidence des fluctuations du cours du change sur les résultats financiers

Nos résultats libellés en devises sont exposés aux fluctuations du cours du change. À la fin du trimestre, le dollar canadien valait 0,74 USD, tout comme à la fin de 2022. Nos actifs et nos passifs sont principalement libellés en dollars américains et convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date de l'État de la situation financière. Les composantes du bénéfice net, ainsi que nos activités facilitées, sont converties au taux de change moyen. Le cours moyen du dollar canadien pour le premier trimestre a été de 0,74 USD, ce qui est comparable à la moyenne du premier trimestre de 2021.

## Activités facilitées

Les activités de financement et de placement facilitées ont augmenté de 5,1 milliards de dollars par rapport à la période correspondante de 2022 grâce surtout à l'accroissement des prêts directs et des financements de projets. La hausse des prêts directs a surtout eu lieu dans les secteurs de la finance et des assurances, où nous avons conclu des transactions plus importantes que celles du premier trimestre de 2022. L'accroissement des financements de projets a surtout été constaté dans le secteur des ressources, car nous avons conclu des transactions plus importantes qu'au cours de la période correspondante de 2022.

Les activités facilitées par les produits d'assurance d'institution financière ont augmenté de 40 % par rapport à celles de la période correspondante de 2022 grâce surtout à une demande accrue venant de titulaires existants.

Les activités facilitées par les produits de garantie pour le commerce international ont grimpé de 41 % par rapport à celles de la période correspondante de 2022 en raison surtout des hausses dans plusieurs secteurs (services publics, finance et assurances, et exploitation minière).

## Activités facilitées

	Trimestre clos le	
	31 mars	31 mars
(en millions de dollars canadiens)	2023	2022
<b>Activités facilitées</b>		
Prêts directs	6 221	2 307
Financement de projets	1 864	879
Garanties de prêts	822	654
Placements	205	153
Total du financement et des placements	9 112	3 993
Assurance crédit	22 728	23 109
Assurance d'institution financière	2 077	1 484
Garanties pour le commerce	2 186	1 546
Assurance risques politiques	47	135
Total des assurances	27 038	26 274
<b>Total</b>	<b>36 150 \$</b>	<b>30 267 \$</b>

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

EDC applique les dispositions d'IFRS 17, *Contrats d'assurance*, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, mais l'application est rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2022, ce qui a fait augmenter le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2022 de 164 millions de dollars. Comme la norme l'exige, tous les chiffres comparatifs ont été retraités. D'autres précisions sur la transition vers IFRS 17 sont fournies à la note 1 afférente aux états financiers consolidés résumés.

### Performance financière

(en millions de dollars canadiens)	31 mars	Trimestre clos le	
	2023	31 mars 2022	31 mars 2023 Plan d'entreprise <sup>1</sup>
Produits du financement et des placements, montant net	325	295	258
Commissions de garantie de prêt	20	20	15
Produits des activités d'assurance, montant net <sup>2</sup>	69	60	65
Profits réalisés <sup>3</sup>	18	11	5
Produits des activités ordinaires, montant net	432	386	343
Charges administratives	134	124	150
Charges afférentes aux activités d'assurance, montant net <sup>2</sup>	41	12	18
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	(51)	19	42
Bénéfice avant les (profits) ou pertes latents	308	231	133
Pertes latentes sur instruments financiers <sup>3</sup>	42	42	-
Bénéfice net	266	189	133
Autres éléments du résultat global	65	(44)	-
Résultat global	331 \$	145 \$	133 \$

<sup>1</sup> Le Plan d'entreprise a été établi selon IFRS 4, mais n'a pas été retraité pour être conforme à IFRS 17.

<sup>2</sup> Prises en compte dans le résultat net des activités d'assurance, dans l'État consolidé résumé du résultat global.

<sup>3</sup> Comptabilisés dans les autres (produits) ou charges de l'État consolidé résumé du résultat global.

### Faits saillants du trimestre

Nous avons enregistré un **bénéfice net** de 266 millions de dollars pour le premier trimestre de 2023, contre 189 millions pour le trimestre correspondant de 2022, surtout en raison d'une reprise de dotation aux pertes de crédit et d'une hausse du montant net des produits des activités ordinaires.

Le **montant net des produits des activités ordinaires** a augmenté de 46 millions de dollars comparativement à celui de la période correspondante de 2022, surtout en raison d'une hausse du **montant net des produits du financement et des placements** résultant de la croissance du portefeuille de prêts, malgré une hausse des charges d'intérêts sur les emprunts requis pour racheter des actions sur le capital social au cours de l'exercice précédent.

Les **charges afférentes aux activités d'assurance** ont augmenté de 29 millions de dollars en regard de celles d'il y a un an, surtout à cause de la variation des flux de trésorerie d'exécution dans nos estimations de charges de sinistres.

Nous avons comptabilisé une **reprise de dotation aux pertes de crédit** de 51 millions de dollars pour le trimestre, contrairement à une dotation de 19 millions un an auparavant. Les changements dans la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts productifs, surtout pour l'industrie du transport et de l'entreposage, ont globalement contribué à cette reprise de dotation du premier trimestre de 2023. De plus, l'amélioration des perspectives macroéconomiques a entraîné une autre reprise de dotation aux pertes de crédit. Les reprises ont été partiellement contrebalancées par une majoration du taux de dotation applicable à un débiteur en défaillance dans l'industrie du transport et de l'entreposage. La dotation de 2022 était surtout attribuable à la révision de nos prévisions macroéconomiques, compensée essentiellement par des reprises de dotation résultant de l'effet net des remboursements, arrivées à échéance, ventes de prêts et améliorations de la qualité du crédit.

Les **autres éléments du résultat global positif**, soit 65 millions de dollars, reflètent surtout le rendement positif des actifs des régimes de retraite, même si le taux d'actualisation de nos obligations au titre des prestations de retraite a diminué.

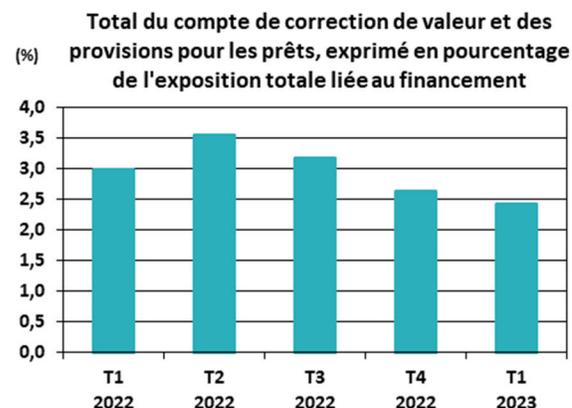
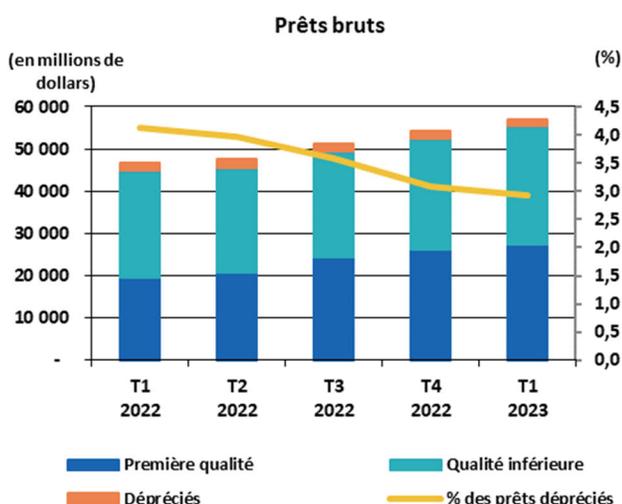
### Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit, par secteurs

Voici les mouvements de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit, par secteurs, au cours du premier trimestre :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestre clos le 31 mars 2023			Trimestre clos le 31 mars 2022		
	Prêts productifs	Prêts dépréciés	Total	Prêts productifs	Prêts dépréciés	Total
Transport et entreposage	(98)	28	(70)	167	-	167
Services publics	45	(2)	43	(19)	11	(8)
Immeubles commerciaux	(23)	-	(23)	(4)	1	(3)
Fabrication	10	12	22	(53)	(3)	(56)
Commerce de gros et commerce de détail	16	2	18	10	1	11
Prêts souverains	(16)	-	(16)	(31)	-	(31)
Information	(12)	-	(12)	(3)	(55)	(58)
Autres	(19)	6	(13)	(3)	-	(3)
<b>Total</b>	<b>(97) \$</b>	<b>46 \$</b>	<b>(51) \$</b>	<b>64 \$</b>	<b>(45) \$</b>	<b>19 \$</b>

## Situation financière

(en millions de dollars canadiens)	31 mars 2023	31 déc. 2022	31 mars 2023 Plan d'entreprise
Total des actifs	70 960	67 729	66 057
Total des passifs	58 276	55 376	54 718
Capitaux propres	12 684	12 353	11 339
Prêts bruts	57 037	54 193	52 190
Total du compte de correction de valeur et des provisions - portefeuille de prêts	1 780 \$	1 840 \$	1 997 \$



Le **total des actifs** a augmenté de 3,2 milliards de dollars depuis le 31 décembre 2022, surtout en raison d'une croissance de 2,8 milliards de dollars des prêts bruts par suite des déboursements nets (2,6 milliards) et de l'écart de change (0,2 milliard). Le total des passifs a aussi augmenté depuis le 31 décembre 2022, car nos besoins en emprunts dépendent en grande partie des besoins de notre portefeuille de prêts.

Exprimés en pourcentage des prêts bruts, les **prêts dépréciés** ont diminué depuis le quatrième trimestre de 2022, car le niveau des prêts dépréciés est resté stable, alors que tout le portefeuille de prêts s'est accru durant le premier trimestre.

Exprimés en pourcentage de l'exposition totale liée au financement, **le compte de correction de valeur et les provisions pour pertes sur prêts** ont diminué au cours du premier trimestre de 2023, surtout du fait de la croissance du portefeuille de prêts et d'une reprise de dotation aux pertes de crédit. Le total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et des provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts était de 1,8 milliard de dollars à la fin du premier trimestre, en baisse de 60 millions par rapport à la fin de 2022. Les principaux facteurs responsables de cette variation au cours du trimestre sont les suivants :

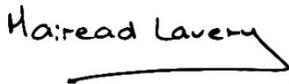
- le montant net des remboursements et des arrivées à échéance – réduction de 77 millions de dollars;
- les réévaluations dues aux changements dans la qualité du crédit – réduction de 48 millions;
- la mise à jour des hypothèses macroéconomiques – réduction de 42 millions;
- les sorties et réductions de valeur de prêts – réduction de 16 millions;
- les nouveaux montages – augmentation de 116 millions;
- l'écart de change – augmentation de 7 millions.

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

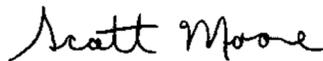
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* prescrite par le Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille également à la concordance entre toutes les autres informations appropriées contenues dans ce rapport financier trimestriel et celles contenues dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

Les présents états financiers consolidés résumés trimestriels n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen par un auditeur externe.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2023, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les périodes présentées dans ces états financiers.



Mairead Lavery,  
Présidente et chef de la direction



Scott Moore,  
Premier vice-président et chef de la direction financière

Ottawa, Canada  
Le 11 mai 2023

## Exportation et développement Canada

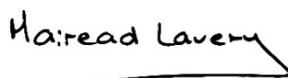
## ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	31 mars 2023	31 déc. 2022	1 <sup>er</sup> janv. 2022
<b>Actifs</b>				
Trésorerie		248	275	207
Titres négociables		9 742	9 539	9 082
Instruments dérivés		1 413	1 654	1 139
Actifs détenus en vue de la vente		46	80	1
Prêts	2	57 203	54 182	48 345
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	2	(1 560)	(1 630)	(1 760)
Placements		2 943	2 771	2 707
Actifs au titre des contrats de réassurance	3	67	60	64
Immobilisations corporelles		40	40	44
Immobilisations incorporelles		42	46	63
Actifs au titre de droits d'utilisation		116	118	127
Actifs au titre des prestations de retraite		528	453	346
Autres actifs		132	141	150
<b>Total des actifs</b>		<b>70 960 \$</b>	<b>67 729 \$</b>	<b>60 515 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>				
Dettes fournisseurs et autres crédits		116	150	179
Garanties de prêts	2	232	234	188
Emprunts		54 173	50 568	43 525
Instruments dérivés		3 106	3 712	1 003
Obligations locatives		150	152	158
Provision pour pertes sur engagements de prêts	2	20	10	20
Passifs au titre des contrats d'assurance	3	314	388	412
Obligations au titre des prestations de retraite		165	162	226
<b>Total des passifs</b>		<b>58 276</b>	<b>55 376</b>	<b>45 711</b>
<i>Engagements de financement (note 2) et passifs éventuels (note 4)</i>				
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social	5	8 490	8 490	12 300
Résultats non distribués		4 194	3 863	2 504
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>12 684</b>	<b>12 353</b>	<b>14 804</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>70 960 \$</b>	<b>67 729 \$</b>	<b>60 515 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le Conseil d'administration a approuvé la publication de ces états financiers le 11 mai 2023.


Manjit Sharma  
Administratrice

Mairead Lavery  
Administratrice

## ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

*(en millions de dollars canadiens)*

	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2023	31 mars 2022
<b>Produits du financement et des placements :</b>			
Prêts		831	360
Titres négociables		102	20
Placements		5	3
Total des produits du financement et des placements		938	383
Charges d'intérêts		593	80
Charges de financement		20	8
<b>Produits du financement et des placements, montant net</b>		<b>325</b>	<b>295</b>
<b>Commissions de garantie de prêt</b>		<b>20</b>	<b>20</b>
Produits des activités d'assurance	8	80	70
Charges afférentes aux activités d'assurance	8	(50)	(8)
Charges afférentes aux activités de réassurance		(2)	(14)
<b>Résultat net des activités d'assurance</b>		<b>28</b>	<b>48</b>
<b>Autres (produits) ou charges</b>	9	<b>24</b>	<b>31</b>
<b>Charges administratives</b>	10	<b>134</b>	<b>124</b>
<b>Bénéfice avant la dotation ou (la reprise de dotation) ci-dessous</b>		<b>215</b>	<b>208</b>
<b>Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit</b>	2	<b>(51)</b>	<b>19</b>
<b>Bénéfice net</b>		<b>266</b>	<b>189</b>
Autres éléments du résultat global :			
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		65	(44)
<b>Résultat global</b>		<b>331 \$</b>	<b>145 \$</b>

*Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.*

**ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES***(en millions de dollars canadiens)*

	Notes	Trimestre clos le	
		<b>31 mars 2023</b>	31 mars 2022
<b>Capital social</b>	5	<b>8 490</b>	12 300
<b>Résultats non distribués</b>			
Solde à l'ouverture de la période		<b>3 863</b>	2 340
Ajustement au titre de la transition vers IFRS 17		-	164
Solde retraité à l'ouverture de la période		<b>3 863</b>	2 504
Bénéfice net		<b>266</b>	189
Autres éléments du résultat global			
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		<b>65</b>	(44)
Solde à la clôture de la période		<b>4 194</b>	2 649
<b>Total des capitaux propres à la clôture de la période</b>		<b>12 684 \$</b>	14 949 \$

*Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.*

**TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE***(en millions de dollars canadiens)*

	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	266	189
Ajustements pour déterminer les entrées ou (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation		
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit	(51)	19
Dotation aux amortissements	8	9
(Profits) réalisés	-	(19)
Variation des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des intérêts courus et des commissions sur prêts	(191)	(46)
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des titres négociables	(92)	211
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des emprunts	303	(479)
Variation de la juste valeur des placements	(74)	42
Variation des instruments dérivés	(395)	421
Autres	(73)	(148)
Déboursements sur les prêts	(5 563)	(3 268)
Remboursements sur les prêts et recouvrements de principal résultant de la vente de prêts	2 937	4 145
<b>Entrées ou (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation</b>	<b>(2 925)</b>	<b>1 076</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Déboursements pour les placements	(135)	(97)
Encaissements sur les placements	40	155
Achats de titres négociables	(2 377)	(2 262)
Ventes ou arrivées à échéance de titres négociables	2 318	2 201
Achats d'immobilisations corporelles	(1)	-
<b>Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement</b>	<b>(155)</b>	<b>(3)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission d'instruments d'emprunt à long terme	12 236	3 814
Remboursements sur les emprunts à long terme	(6 331)	(1 996)
Émission d'instruments d'emprunt à court terme	9 106	11 020
Remboursements sur les emprunts à court terme	(11 871)	(10 778)
Déboursements pour la vente ou l'arrivée à échéance d'instruments dérivés	(50)	(5)
Encaissements sur la vente ou l'arrivée à échéance d'instruments dérivés	25	51
<b>Entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement</b>	<b>3 115</b>	<b>2 106</b>
Effet des fluctuations du cours du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1	(55)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	36	3 124
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
À l'ouverture de la période	3 055	1 693
À la clôture de la période	3 091 \$	4 817 \$
<b>Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :</b>		
Trésorerie	248	168
Équivalents de trésorerie inclus dans les titres négociables	2 843	4 649
	3 091 \$	4 817 \$
<b>Intérêts en trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Intérêts payés en trésorerie	582 \$	110 \$
Intérêts reçus en trésorerie	710 \$	300 \$

*Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.*

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

### 1. Méthodes comptables significatives

#### Mode de présentation

Nos états financiers consolidés résumés sont conformes à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* qui est prescrite par le Conseil du Trésor du Canada.

À moins d'indication contraire ci-après, les présents états financiers consolidés résumés utilisent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul qui ont été appliquées à nos états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2022, notes afférentes comprises, qui figurent aux pages 169 à 223 de notre Rapport annuel intégré 2022.

En vertu de la *Loi sur le développement des exportations*, la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique peut, avec l'assentiment de la ministre des Finances, nous autoriser à nous engager au nom du gouvernement du Canada dans certaines opérations de nature financière ou portant sur des passifs éventuels. Ces opérations et leur fondement juridique sont connus collectivement sous le nom de « Compte du Canada ». Les comptes correspondant à ces opérations sont maintenus séparément de nos propres comptes et sont consolidés chaque année, au 31 mars, dans les états financiers du gouvernement du Canada, que celui-ci publie séparément et qui sont audités par la vérificatrice générale du Canada.

#### Méthode de consolidation

Nos états financiers consolidés tiennent compte des actifs, des passifs, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de nos filiales entièrement détenues et de ceux des entités structurées consolidées, conformément à *IFRS 10, États financiers consolidés*. Les transactions et les soldes intragroupe ont été éliminés.

#### Application de nouvelles normes internationales d'information financière

##### Nouvelles normes, modifications et interprétations adoptées au cours du trimestre

La norme et les modifications ci-après, publiées par l'IASB, ont été adoptées pour l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2023 :

*IFRS 17, Contrats d'assurance* – En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, qui contient des dispositions relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des contrats d'assurance, ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet. Ces dispositions remplacent les directives précédentes fournies dans IFRS 4, *Contrats d'assurance*. Selon la nouvelle norme, les entités doivent évaluer les passifs au titre des contrats d'assurance selon les flux de trésorerie d'exécution actuels et les produits à comptabiliser en utilisant au moins une des trois méthodes proposées. Nous avons adopté deux de ces méthodes, soit le modèle d'évaluation général et la méthode de la répartition des primes, pour évaluer les contrats d'assurance. IFRS 17 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, de façon rétroactive pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Notre méthode comptable révisée est décrite ci-après.

### **Contrats d'assurance**

Un contrat d'assurance est un contrat selon lequel nous acceptons un risque d'assurance important en convenant d'indemniser le titulaire si un événement futur incertain spécifié lui occasionne une perte. Les passifs au titre des contrats d'assurance représentent notre estimation des flux de trésorerie futurs aux termes de nos polices d'assurance et englobent les passifs au titre de la couverture restante et au titre des sinistres survenus. Le calcul actuariel des flux de trésorerie d'exécution nécessite des hypothèses importantes de la direction sur la fréquence et la gravité des sinistres, l'évolution future des sinistres, les charges administratives et les taux d'actualisation pertinents.

Les contrats d'assurance sont évalués à la date de délivrance en vue d'en déterminer la rentabilité et sont ensuite regroupés en fonction du portefeuille, de la date de comptabilisation et de la rentabilité du contrat. La composition de chaque groupe n'est pas réexaminée lors des évaluations ultérieures. Nous appliquons le modèle d'évaluation général à notre portefeuille d'Assurance risques politiques, ainsi qu'à certains contrats à long terme compris dans notre portefeuille de Garanties pour le commerce international. La méthode de la répartition des primes s'applique à tous les autres contrats d'assurance.

#### *Passifs au titre des contrats d'assurance – modèle d'évaluation général*

Selon le modèle d'évaluation général, les passifs au titre de la couverture restante et les passifs au titre des sinistres survenus sont évalués en fonction d'une estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus aux contrats. Ces estimations incluent un ajustement explicite au titre du risque non financier auquel EDC s'expose du fait de l'incertitude entourant le montant et l'échéancier des flux de trésorerie futurs.

En ce qui concerne les groupes de contrats rentables, les passifs au titre de la couverture restante comprennent la marge sur services contractuels, laquelle représente le profit non acquis, ainsi que la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Dans le cas des groupes de contrats déficitaires, un élément de perte est établi lors de la comptabilisation initiale, et la perte est inscrite immédiatement en tant que charge afférente aux activités d'assurance. Ultérieurement, les groupes de contrats d'assurance sont évalués pour déterminer tout changement dans la rentabilité. Les variations des flux de trésorerie futurs relatifs aux contrats déficitaires sont réparties entre l'élément de perte et le passif au titre de la couverture restante, exclusion faite de l'élément de perte, de manière systématique et rationnelle.

#### *Passifs au titre des contrats d'assurance – méthode de la répartition des primes*

La méthode de la répartition des primes est une version simplifiée du modèle d'évaluation général et s'applique à notre portefeuille d'Assurance crédit puisque la période de couverture des contrats qui s'y trouvent équivaut à un an ou moins. La méthode de la répartition des primes s'applique aussi à notre portefeuille d'Assurance d'institution financière et à la plupart des contrats compris dans notre portefeuille de Garantie pour le commerce international, car il a été établi que cette méthode simplifiée donnerait une évaluation qui ne serait pas grandement différente des résultats provenant du modèle d'évaluation général.

En ce qui concerne les groupes de contrats d'assurance rentables auxquels cette méthode s'applique, le passif au titre de la couverture restante reflète les primes reçues, déduction faite des produits gagnés. Pour ce qui est des groupes d'Assurance d'institution financière et de Garantie pour le commerce international, le passif au titre de la couverture restante comprend aussi les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition payés, déduction faite des montants comptabilisés. Dans le cas des groupes de contrats d'assurance déficitaires, un élément de perte est établi lors de la comptabilisation initiale qui reflète notre meilleure estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, compte tenu d'un ajustement au titre du risque non financier. Les groupes de contrats d'assurance sont réévalués ultérieurement pour déterminer tout changement dans la rentabilité.

Nos passifs au titre des sinistres survenus comprennent les charges de sinistres ainsi que les sinistres survenus, mais non déclarés, et ils sont ajustés pour rendre compte de la valeur temps de l'argent et du risque non financier.

#### *Produits des activités d'assurance*

En ce qui concerne les groupes de contrats rentables auxquels nous appliquons le modèle d'évaluation général, les produits sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus sur la période de couverture du contrat d'assurance. L'exposition sous-jacente du contrat d'assurance représente les services prévus au contrat d'assurance au cours de la période concernée.

Les encaissements de primes attendus de nos groupes de polices d'assurance évalués selon la méthode de la répartition des primes sont comptabilisés en produits selon le mode linéaire sur la durée de la période de couverture de chaque groupe de contrats d'assurance.

#### *Charges afférentes aux activités d'assurance*

Les charges afférentes aux activités d'assurance comprennent les charges administratives qui sont attribuables à nos contrats d'assurance, les pertes et les recouvrements de pertes sur les contrats déficitaires, les charges de sinistres et les variations des passifs au titre des sinistres survenus.

Les charges administratives attribuables à nos contrats d'assurance comprennent les coûts d'acquisition, qui sont des charges engagées pour la vente et la souscription de nouveaux contrats d'assurance, ainsi que les coûts de gestion et de tenue de contrats d'assurance. Les coûts d'acquisition sont attribués aux groupes de contrats d'assurance selon une méthode systématique et rationnelle. En raison de la courte durée des contrats compris dans notre portefeuille d'Assurance crédit, nous avons choisi de comptabiliser les coûts d'acquisition de ces contrats d'assurance lorsqu'ils sont engagés. Pour ce qui est des autres portefeuilles d'assurance, nous comptabilisons les coûts d'acquisition sur la durée des polices, de la même façon que nous comptabiliserions les produits des activités d'assurance. Les coûts de gestion et de tenue des contrats sont répartis au niveau du portefeuille et comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

#### **Contrats de réassurance**

Dans le cadre des activités normales, nous cédon en réassurance une partie de notre risque à d'autres assureurs afin de l'atténuer. Lorsque nous cédon les risques, nous cherchons à les atténuer, à mieux diversifier nos activités et à réduire au minimum les pertes nettes qui pourraient découler de risques importants. La cession de risques en vertu de conventions de réassurance ne nous libère pas pour autant de nos obligations envers l'assuré, mais ces conventions nous permettent de recouvrer les indemnités que nous aurons versées relativement aux obligations cédées. EDC utilise à la fois des contrats de réassurance facultative (qui couvrent des polices et acheteurs spécifiques) et des contrats de réassurance par traité (qui couvrent des groupes de polices et de débiteurs).

Les contrats de réassurance sont comptabilisés de la même manière que les contrats d'assurance directe sous-jacents. Les contrats de réassurance couvrant nos polices d'assurance risques politiques sont comptabilisés selon le modèle d'évaluation général, tandis que tous les autres contrats de réassurance sont comptabilisés selon la méthode de la répartition des primes.

Les primes de la réassurance facultative sont comptabilisées en charges sur la durée de la période de couverture des polices sous-jacentes, tandis que les primes des traités de réassurance sont comptabilisées sur la durée de la période de couverture du traité.

## Transition

L'application initiale d'IFRS 17 est pour ce trimestre-ci, ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Comme l'exige la norme, nous avons adopté IFRS 17 rétrospectivement et avons appliqué l'approche rétrospective intégrale à tous les contrats d'assurance en vigueur à la date de transition, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Tous les renseignements raisonnables et justifiables sur les contrats étaient disponibles à la date de transition, et l'ajustement transitoire n'a nécessité aucune estimation importante ni aucun jugement important.

EDC a comptabilisé et évalué chaque groupe de contrats d'assurance comme si elle avait toujours appliqué IFRS 17 et elle a décomptabilisé tout solde qui n'aurait pas existé si elle avait toujours appliqué IFRS 17. Par conséquent, un ajustement de 164 millions de dollars a été apporté au solde d'ouverture des résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2022 au titre de la transition vers IFRS 17. Nous avons retraité tous les chiffres comparatifs des périodes d'information financière de 2022 afin de rendre compte de l'application de la norme.

*IAS 1, Présentation des états financiers, et énoncé de pratiques en IFRS 2* – En février 2021, l'IASB a publié la norme *Informations à fournir sur les méthodes comptables (Modifications d'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2)*, qui porte sur des modifications visant à aider les préparateurs d'états financiers à décider quelles seront les méthodes comptables qu'ils devraient présenter dans leurs états financiers. Adoptées le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les modifications n'ont eu aucun effet important sur les états financiers consolidés.

*IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* – En février 2021, l'IASB a publié la norme *Définition des estimations comptables (modifications d'IAS 8)*. Les modifications aident les entités à distinguer les méthodes comptables des estimations comptables. Adoptées le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les modifications n'ont eu aucun effet important sur les états financiers consolidés.

## Nouvelles normes, modifications et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur

Les normes, modifications et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées à la note 3 afférente à nos états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Au cours du premier trimestre de l'exercice, aucune nouvelle norme, modification ou interprétation n'a été publiée qui pourrait, à l'avenir, avoir une incidence sur les états financiers consolidés.

## Utilisation d'estimations et de jugements clés

La préparation des états financiers nécessite des estimations et des jugements clés. Le jugement est nécessaire pour choisir les méthodes comptables, dont l'application nécessite des estimations et des hypothèses qui permettront d'obtenir la valeur comptable à présenter au titre des actifs et des passifs. Les autres éléments pour lesquels la direction a fait appel à des estimations significatives et a exercé son jugement sont notamment les suivants : le compte de correction de valeur et les provisions pour pertes de crédit; les actifs détenus en vue de la vente; les régimes de prestations de retraite; les instruments financiers évalués à la juste valeur. Se reporter à la page 173 du Rapport annuel intégré 2022 pour plus de précisions.

## 2. Prêts et compte de correction de valeur/provisions pour pertes de crédit

### Prêts

	<b>31 mars</b>	31 déc.
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	<b>2023</b>	2022
Prêts bruts	<b>57 037</b>	54 193
Créances au titre des intérêts et des commissions	<b>491</b>	312
Produits différés tirés des prêts et autres	<b>(325)</b>	(323)
<b>Total des prêts</b>	<b>57 203 \$</b>	54 182 \$

Le tableau suivant montre l'évolution du portefeuille des prêts bruts au cours de la période :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	<b>2023</b>	2022
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	<b>54 193</b>	48 437
Déboursements	<b>5 563</b>	3 268
Remboursements de principal	<b>(2 702)</b>	(3 604)
Recouvrements de principal résultant de la vente de prêts	<b>(235)</b>	(541)
Prêts faisant l'objet d'une sortie ou d'une réduction de valeur	<b>(16)</b>	(23)
Intérêts incorporés	<b>12</b>	9
Écart de change	<b>222</b>	(691)
<b>Solde au 31 mars</b>	<b>57 037 \$</b>	46 855 \$

## Exposition et corrections de valeur/provisions, par qualité de crédit

31 mars  
2023 31 déc.  
2022

(en millions de dollars canadiens)	Dépréciation non liée au crédit		Dépréciation liée au crédit	\$	% du total	\$	% du total
	Phase 1	Phase 2	Phase 3				
<b>Prêts bruts</b>							
Première qualité*	25 269	2 225	-	27 494	48 %	26 164	48 %
Qualité inférieure	18 686	9 184	-	27 870	49 %	26 352	49 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	1 254	1 254	2 %	1 253	2 %
Dépréciation dès la création	-	-	419	419	1 %	424	1 %
Prêts bruts	43 955	11 409	1 673	57 037	100 %	54 193	100 %
Correction de valeur pour pertes	189	651	720	1 560		1 630	
Valeur comptable nette – prêts	43 766 \$	10 758 \$	953 \$	55 477 \$		52 563 \$	
<b>Engagements de prêts</b>							
Première qualité*	6 161	157	-	6 318	53 %	5 582	49 %
Qualité inférieure	4 723	780	-	5 503	47 %	5 763	51 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	3	3	-	-	-
Total des engagements de prêts	10 884	937	3	11 824	100 %	11 345	100 %
Provision pour pertes	14	5	1	20		10	
Valeur comptable nette – engagements de prêts	10 870 \$	932 \$	2 \$	11 804 \$		11 335 \$	
<b>Garanties de prêts</b>							
Première qualité*	165	19	-	184	4 %	312	7 %
Qualité inférieure	3 345	783	-	4 128	93 %	3 992	90 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	130	130	3 %	114	3 %
Total des garanties de prêts	3 510	802	130	4 442	100 %	4 418	100 %
Provision pour pertes	67	42	91	200		200	
Valeur comptable nette – garanties de prêts	3 443 \$	760 \$	39 \$	4 242 \$		4 218 \$	

\* Les expositions de première qualité représentent des débiteurs dont la cote de crédit correspond, au pire, à BBB- selon notre méthode d'évaluation interne du risque de crédit. Les expositions présentées ne tiennent pas compte de l'application des stratégies d'atténuation des risques.

## Compte de correction de valeur/provision pour pertes

Les opérations sur le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts, ainsi que sur les provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts, au 31 mars et pour le trimestre clos à cette date, se présentent comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars				31 mars			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
<b>Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts</b>								
Solde à l'ouverture de la période	246	683	701	1 630	54	821	885	1 760
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	17	(17)	-	-	60	(60)	-	-
Transfert vers la phase 2	(30)	30	-	-	(4)	5	(1)	-
Réévaluations	(61)	(49)	33	(77)	(3)	108	9	114
Nouveaux montages	30	35	15	80	8	7	3	18
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(14)	(35)	(15)	(64)	(2)	(68)	(54)	(124)
Total de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit	(58)	(36)	33	(61)	59	(8)	(43)	8
Réductions de valeur et sorties	-	-	(16)	(16)	-	(1)	(10)	(11)
Écart de change	1	4	2	7	(1)	(16)	(10)	(27)
Solde à la clôture de la période	189	651	720	1 560	112	796	822	1 730
<b>Provision pour pertes sur engagements de prêts</b>								
Solde à l'ouverture de la période	10	-	-	10	2	12	6	20
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	1	(1)	-	-	2	(2)	-	-
Transfert vers la phase 2	-	-	-	-	(1)	1	-	-
Réévaluations	(3)	6	-	3	(1)	4	-	3
Nouveaux montages	7	-	1	8	1	-	-	1
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(1)	-	-	(1)	(1)	-	(3)	(4)
Total de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit	4	5	1	10	-	3	(3)	-
Solde à la clôture de la période	14	5	1	20	2	15	3	20
<b>Provisions pour pertes sur garanties de prêts</b>								
Solde à l'ouverture de la période	82	39	79	200	30	19	81	130
Dotation ou (reprise de dotation) aux pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	10	(10)	-	-	3	(3)	-	-
Transfert vers la phase 2	(18)	18	-	-	(1)	3	(2)	-
Transfert vers la phase 3	-	(3)	3	-	-	-	-	-
Réévaluations	(34)	5	13	(16)	(9)	6	10	7
Nouveaux montages	28	-	-	28	12	-	-	12
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(1)	(7)	(4)	(12)	-	(1)	(7)	(8)
Total de la dotation ou (de la reprise de dotation) aux pertes de crédit	(15)	3	12	-	5	5	1	11
Écart de change	-	-	-	-	(1)	-	-	(1)
Solde à la clôture de la période	67	42	91	200	34	24	82	140
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et des provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts	270 \$	698 \$	812 \$	1 780 \$	148 \$	835 \$	907 \$	1 890 \$

## Engagements de financement

Le tableau suivant présente les engagements de financement en cours, ventilés par catégorie :

	31 mars 2023	31 déc. 2022
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>		
Engagements de prêts signés	11 824	11 345
Lettres d'offre	3 907	2 148
Lignes de crédit confirmées, mais non encore attribuées	97	98
<b>Total des engagements de financement</b>	<b>15 828 \$</b>	<b>13 591 \$</b>

## 3. Passifs au titre des contrats d'assurance

Les tableaux qui suivent présentent une ventilation, par portefeuille, de nos passifs au titre des contrats d'assurance et de nos actifs au titre des contrats de réassurance :

## Passifs au titre des contrats d'assurance

	31 mars 2023				31 déc. 2022			
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>								
	<u>Passifs au titre de la couverture restante</u>				<u>Passifs au titre de la couverture restante</u>			
	Exclusion faite de l'élément de perte	Élément de perte	Passifs au titre des sinistres survenus	Passifs au titre des contrats d'assurance	Exclusion faite de l'élément de perte	Élément de perte	Passifs au titre des sinistres survenus	Passifs au titre des contrats d'assurance
Assurance crédit*	(22)	25	124	127	(20)	18	120	118
Garanties pour le commerce international	84	25	-	109	84	27	89	200
Assurance risques politiques	27	39	12	78	28	42	-	70
<b>Total</b>	<b>89 \$</b>	<b>89 \$</b>	<b>136 \$</b>	<b>314 \$</b>	<b>92 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>209 \$</b>	<b>388 \$</b>

\* Y compris les passifs au titre des contrats d'assurance d'institution financière, soit 2 millions de dollars (3 millions en 2022).

## Actifs au titre des contrats de réassurance

	31 mars 2023				31 déc. 2022			
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>								
	<u>Actifs au titre de la couverture restante</u>				<u>Actifs au titre de la couverture restante</u>			
	Exclusion faite du composant recouvrement de perte	Composant recouvrement de perte	Actifs au titre des sinistres survenus	Actifs au titre des contrats de réassurance	Exclusion faite du composant recouvrement de perte	Composant recouvrement de perte	Actifs au titre des sinistres survenus	Actifs au titre des contrats de réassurance
Garanties pour le commerce international	6	-	-	6	6	-	-	6
Assurance risques politiques	31	10	8	49	32	11	-	43
Réassurance par traité	(1)	-	13	12	(2)	-	13	11
<b>Total</b>	<b>36 \$</b>	<b>10 \$</b>	<b>21 \$</b>	<b>67 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>60 \$</b>

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Les opérations sur les passifs au titre des contrats d'assurance et sur les actifs au titre des contrats de réassurance au 31 mars et pour le trimestre clos à cette date se présentent comme suit :

### Contrats d'assurance

	Passifs au titre de la couverture restante		Passifs au titre des sinistres survenus				31 mars 2023
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>			Contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes				
	Exclusion faite de l'élément de perte	Élément de perte	Contrats non évalués selon la méthode de la répartition des primes	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque	Total	
Solde à l'ouverture de la période	92	87	-	193	16	388	
Produits des activités d'assurance	(80)	-	-	-	-	(80)	
Charges afférentes aux activités d'assurance :							
Charges de sinistres et autres charges	-	-	11	47	2	60	
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition*	4	-	-	-	-	4	
Variation des passifs au titre des sinistres survenus	-	-	3	(23)	(2)	(22)	
Résultat des activités d'assurance	(76)	-	14	24	-	(38)	
Charges financières nettes	-	2	-	-	-	2	
Écart de change	-	-	-	(4)	1	(3)	
Total de la variation du résultat net	(76)	2	14	20	1	(39)	
Primes reçues	77	-	-	-	-	77	
Charges de sinistres et autres charges payées	-	-	(2)	(106)	-	(108)	
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(4)	-	-	-	-	(4)	
Total des flux de trésorerie	73	-	(2)	(106)	-	(35)	
Solde à la clôture de la période	89 \$	89 \$	12 \$	107 \$	17 \$	314 \$	

\* Les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition de polices d'assurance crédit ont totalisé 8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2023 (9 millions en 2022).

	Passifs au titre de la couverture restante		Passifs au titre des sinistres survenus				31 mars 2022
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>			Contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes				
	Exclusion faite de l'élément de perte	Élément de perte	Contrats non évalués selon la méthode de la répartition des primes	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque	Total	
Solde à l'ouverture de la période	72	80	(5)	246	19	412	
Produits des activités d'assurance	(70)	-	-	-	-	(70)	
Charges afférentes aux activités d'assurance :							
Charges de sinistres et autres charges	-	-	-	57	2	59	
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	4	-	-	-	-	4	
Variation des passifs au titre des sinistres survenus	-	-	(18)	(42)	(4)	(64)	
Résultat des activités d'assurance	(66)	-	(18)	15	(2)	(71)	
Charges financières nettes	-	(2)	-	-	-	(2)	
Écart de change	-	(2)	-	(3)	-	(5)	
Total de la variation du résultat net	(66)	(4)	(18)	12	(2)	(78)	
Primes reçues	68	-	-	-	-	68	
Charges de sinistres et autres charges payées	-	-	20	(38)	-	(18)	
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(4)	-	-	-	-	(4)	
Total des flux de trésorerie	64	-	20	(38)	-	46	
Solde à la clôture de la période	70 \$	76 \$	(3) \$	220 \$	17 \$	380 \$	

## Contrats de réassurance

31 mars

*(en millions de dollars canadiens)*

2023

	Actifs au titre de la couverture restante		Actifs au titre des sinistres survenus		Total
	Exclusion faite du composant recouvrement de perte	Composant recouvrement de perte	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs		
			Contrats évalués selon le modèle d'évaluation général	Contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes	
Solde à l'ouverture de la période	36	11	-	13	60
Imputation des primes de réassurance payées	(9)	-	-	-	(9)
Recouvrements de charges de sinistres	-	-	7	-	7
Recouvrements de pertes sur les contrats sous-jacents déficitaires	-	(1)	-	-	(1)
Ajustements aux actifs au titre des sinistres survenus	-	-	1	-	1
Charges afférentes aux activités de réassurance	(9)	(1)	8	-	(2)
Primes de réassurance payées	9	-	-	-	9
Total des flux de trésorerie	9	-	-	-	9
Solde à la clôture de la période	36 \$	10 \$	8 \$	13 \$	67 \$

31 mars

*(en millions de dollars canadiens)*

2022

	Actifs au titre de la couverture restante		Actifs au titre des sinistres survenus		Total
	Exclusion faite du composant recouvrement de perte	Composant recouvrement de perte	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs		
			Contrats évalués selon le modèle d'évaluation général	Contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes	
Solde à l'ouverture de la période	30	17	(2)	17	62
Imputation des primes de réassurance payées	(8)	-	-	-	(8)
Recouvrements de pertes sur les contrats sous-jacents déficitaires	-	(2)	-	-	(2)
Ajustements aux actifs au titre des sinistres survenus	-	-	(4)	-	(4)
Charges afférentes aux activités de réassurance	(8)	(2)	(4)	-	(14)
Primes de réassurance payées	10	-	-	-	10
Charges de sinistres recouvrées	-	-	5	-	5
Total des flux de trésorerie	10	-	5	-	15
Solde à la clôture de la période	32 \$	15 \$	(1) \$	17 \$	63 \$

Chaque élément de passif au titre des contrats d'assurance non évalué selon la méthode de la répartition des primes avait subi les variations suivantes au 31 mars et pour le trimestre clos à cette date :

## Contrats d'assurance

(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2023				31 mars 2022			
	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque	Marge sur services contractuels	Total	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque	Marge sur services contractuels	Total
Solde à l'ouverture de la période	45	9	23	77	45	12	24	81
Variations liées aux services rendus au cours de la période :								
Marge sur services contractuels comptabilisée	-	-	(1)	(1)	-	-	(1)	(1)
Reprise de l'ajustement au titre du risque expiré	-	(1)	-	(1)	-	(1)	-	(1)
Ajustements liés à l'expérience	6	-	-	6	(5)	-	-	(5)
Variations liées aux services futurs :								
Changements dans les estimations relatives aux contrats déficitaires	(1)	-	-	(1)	(2)	-	-	(2)
Changements dans les estimations entraînant un ajustement de la marge sur services contractuels	1	-	(1)	-	-	-	-	-
Variations liées aux services passés :								
Variation des passifs au titre des sinistres survenus	2	1	-	3	(18)	-	-	(18)
Résultat des activités d'assurance	8	-	(2)	6	(25)	(1)	(1)	(27)
Charges financières nettes	1	-	-	1	-	-	-	-
Écart de change	-	-	-	-	(1)	(1)	-	(2)
Total de la variation du résultat net	9	-	(2)	7	(26)	(2)	(1)	(29)
Primes reçues	-	-	-	-	5	-	-	5
Charges de sinistres et autres charges afférentes aux activités d'assurance payées	(2)	-	-	(2)	20	-	-	20
Total des flux de trésorerie	(2)	-	-	(2)	25	-	-	25
Solde à la clôture de la période	52 \$	9 \$	21 \$	82 \$	44 \$	10 \$	23 \$	77 \$

## Contrats de réassurance

*(en millions de dollars canadiens)*

31 mars 2023

31 mars 2022

	31 mars 2023				31 mars 2022			
	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque	Marge sur services contractuels	Total	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque	Marge sur services contractuels	Total
Solde à l'ouverture de la période	28	2	13	43	28	2	14	44
Variations liées aux services rendus au cours de la période :								
Marge sur services contractuels comptabilisée	-	-	(1)	(1)	-	-	(1)	(1)
Ajustements liés à l'expérience	6	-	-	6	(2)	-	-	(2)
Variations liées aux services futurs :								
Changements dans les estimations relatives aux contrats déficitaires	(1)	-	-	(1)	(1)	-	-	(1)
Variations liées aux services passés :								
Variation des passifs au titre des sinistres survenus	-	1	-	1	(4)	-	-	(4)
Résultat des activités d'assurance	5	1	(1)	5	(7)	-	(1)	(8)
Charges financières nettes	1	-	-	1	-	-	-	-
Écart de change	-	-	-	-	(1)	-	-	(1)
Variation du résultat net	6	1	(1)	6	(8)	-	(1)	(9)
Primes de réassurance payées	-	-	-	-	4	-	-	4
Charges de sinistres recouvrées	-	-	-	-	5	-	-	5
Total des flux de trésorerie	-	-	-	-	9	-	-	9
Solde à la clôture de la période	34 \$	3 \$	12 \$	49 \$	29 \$	2 \$	13 \$	44 \$

## 4. Passifs éventuels

Comme il est indiqué à la page 199 du Rapport annuel intégré 2022, la *Loi sur le développement des exportations* nous impose un plafond à l'égard de nos passifs éventuels. Ce plafond correspond actuellement à 90 milliards de dollars, et notre position par rapport à ce plafond s'établissait à 38 milliards de dollars au 31 mars 2023 (37 milliards au 31 décembre 2022).

## 5. Capital social

Le capital social autorisé d'EDC est de 15,0 milliards de dollars, soit 150 millions d'actions d'une valeur nominale de 100 dollars chacune. À compter de 2022, comme convenu avec notre actionnaire, les futurs dividendes, y compris les dividendes extraordinaires, seront versés sous forme d'un rachat d'actions jusqu'à ce que le capital social retrouve le niveau qu'il affichait avant la pandémie. En 2023, nous avons convenu avec notre actionnaire de racheter 12,0 millions d'actions au prix de 100 \$ chacune pour un total de 1,2 milliard de dollars (38,1 millions d'actions pour un total de 3,81 milliards de dollars en 2022), sur la base de la situation du capital de nos programmes principaux et du Programme de crédit aux entreprises (« PCE »), et d'un ratio cible du processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (« PIEAFP »). Aucune action n'a été rachetée au cours du premier trimestre de 2023 (aucune en 2022). À la clôture du trimestre, les actions émises et entièrement libérées étaient au nombre de 84,9 millions (123,0 millions en 2022).

## 6. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente notre estimation du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Pour une description détaillée de nos contrôles, politiques et techniques d'évaluation concernant la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter à la note 21 de la page 206 du Rapport annuel intégré 2022.

Comme pour toute estimation, l'impossibilité de prévoir l'avenir entraîne un élément d'incertitude. Lorsqu'il s'agit d'estimer la juste valeur de nos instruments financiers, l'incertitude est amplifiée par le nombre élevé d'hypothèses utilisées et la vaste gamme des techniques d'évaluation acceptables. L'estimation de la juste valeur se fonde sur les conditions du marché à un moment précis et peut donc ne pas refléter les conditions du marché à une date ultérieure. Par conséquent, les justes valeurs estimées des instruments financiers indiquées ci-après ne correspondraient pas nécessairement à la valeur réelle de ces instruments si ceux-ci étaient négociés sur le marché.

Les modèles d'évaluation de la juste valeur de certains instruments de placement utilisent des données estimées d'une manière compatible avec les pratiques de l'industrie, qui ne peuvent être observées directement sur le marché. Les méthodes et valeurs dérivées de ces modèles à la fin du premier trimestre de 2023 demeurent relativement inchangées par rapport à celles présentées dans le Rapport annuel intégré 2022.

## Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau suivant donne la hiérarchie des justes valeurs des instruments financiers selon que les données retenues pour l'évaluation sont observables ou non.

- *Niveau 1* – La juste valeur est fondée sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- *Niveau 2* – La juste valeur est déterminée à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir les données dérivées du prix).
- *Niveau 3* – La juste valeur est déterminée à l'aide de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

	31 mars					31 déc.				
	2023					2022				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>										
<b>Actifs</b>										
Prêts productifs à taux fixe	-	10 380	1 375	11 755	12 940	-	10 068	1 476	11 544	12 785
Prêts productifs à taux variable	-	41 329	440	41 769	41 774	-	38 618	368	38 986	38 820
Total des prêts productifs	-	51 709	1 815	53 524	54 714	-	48 686	1 844	50 530	51 605
Prêts dépréciés	-	929	-	929	929	-	947	-	947	947
Prêts et créances au titre des intérêts et des commissions	-	52 638	1 815	54 453	55 643	-	49 633	1 844	51 477	52 552
Titres négociables	4 609	5 133	-	9 742	9 742	4 464	5 075	-	9 539	9 539
Instruments dérivés	-	1 413	-	1 413	1 413	-	1 654	-	1 654	1 654
Placements	117	-	2 826	2 943	2 943	86	-	2 685	2 771	2 771
Autres actifs	132	-	-	132	132	141	-	-	141	141
<b>Passifs</b>										
Dettes fournisseurs et autres crédits	116	-	-	116	116	150	-	-	150	150
Emprunts	-	54 172	-	54 172	54 173	-	50 567	-	50 567	50 568
Instruments dérivés	-	3 106	-	3 106	3 106	-	3 712	-	3 712	3 712
Garanties de prêts	-	205	-	205	232	-	212	-	212	234

\* Les chiffres de la période antérieure ont été retraités pour rendre compte de l'application d'IFRS 17.

Un changement dans la méthode d'évaluation peut entraîner des transferts vers ou depuis les niveaux 1, 2 et 3. Au cours du premier trimestre de 2023, aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux qui aurait résulté d'un changement de méthode d'évaluation.

Le tableau suivant présente un rapprochement des justes valeurs de niveau 3 des placements comptabilisés à la juste valeur pour la période considérée de l'exercice courant et la période correspondante de l'exercice précédent :

	31 mars	31 mars
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	2023	2022
Solde à l'ouverture de l'exercice	2 685	2 373
Profits ou (pertes) latents comptabilisés en autres (produits) ou charges	36	(3)
Achats d'actifs	167	109
Remboursement de capital	(62)	(106)
Transfert depuis le niveau 3	-	(1)
Écart de change	-	(15)
Solde à la clôture de la période	2 826 \$	2 357 \$
Total des profits ou (pertes) du premier trimestre de l'exercice, porté au résultat global au titre des instruments détenus à la clôture du trimestre	49 \$	(39) \$

## 7. Risques liés aux instruments financiers

Les principaux risques que nous courons du fait de détenir des instruments financiers sont les risques de crédit, de marché et d'illiquidité. Pour avoir une description détaillée de nos objectifs, politiques et procédés de gestion des risques liés aux instruments financiers, se reporter à la section Rapport de gestion (pages 146 à 150) du Rapport annuel intégré 2022, ainsi qu'aux notes portant sur nos instruments dérivés et nos instruments d'emprunt (pages 194 à 196).

### Risque de crédit

Par risque de crédit, on entend les risques de pertes découlant du non-respect, par une contrepartie, de ses obligations financières. Nous nous exposons à des risques de crédit en raison des instruments financiers présents dans notre programme de prêts et nos activités de trésorerie.

#### Concentration du risque de crédit

Le tableau suivant donne une ventilation, par pays où se situe le risque, du montant maximal de notre exposition au risque de crédit inhérent aux instruments financiers. L'exposition comprend les prêts bruts, les garanties de prêts, les placements, les titres négociables, les actifs dérivés et la trésorerie. L'exposition à la concentration du risque de crédit présentée ci-après tient aussi compte de l'effet des accords de participation aux risques non capitalisés et de l'assurance défaut de remboursement de prêt, que nous utilisons pour atténuer le risque de crédit présent dans le portefeuille de prêts.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2023		31 déc. 2022	
	Exposition		Exposition	
Pays	\$	%	\$	%
États-Unis	16 876	22	15 102	21
Canada	14 337	19	15 298	21
Royaume-Uni	7 569	10	7 390	10
Chili	6 842	9	5 964	8
Australie	4 275	6	4 766	7
Allemagne	3 382	4	2 680	4
Inde	2 488	3	2 228	3
Mexique	2 071	3	1 919	3
Espagne	1 807	2	1 789	2
Chine	1 534	2	1 550	2
Autres	14 644	20	14 164	19
<b>Total</b>	<b>75 825 \$</b>	<b>100</b>	<b>72 850 \$</b>	<b>100</b>

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Le tableau suivant indique la concentration du risque de crédit inhérent à nos instruments financiers, par secteurs :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i> Secteur	31 mars 2023		31 déc. 2022	
	Exposition		Exposition	
	\$	%	\$	%
Comptes commerciaux :				
Transport et entreposage	14 894	20	14 716	20
Finance et assurances	10 425	13	10 566	15
Services publics	9 776	13	9 387	13
Fabrication	8 953	12	8 797	12
Ressources	7 004	9	6 345	9
Information	5 326	7	5 226	7
Commerce de gros et commerce de détail	2 950	4	2 680	4
Immeubles commerciaux	2 396	3	2 423	3
Services professionnels	2 195	3	2 232	3
Construction	922	1	882	1
Autres	1 979	3	1 763	2
Total des comptes commerciaux	66 820	88	65 017	89
Comptes souverains	9 005	12	7 833	11
Total	75 825 \$	100	72 850 \$	100

## 8. Résultat des activités d'assurance

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestre clos le							
	31 mars 2023				31 mars 2022			
	Assurance crédit *	Garanties pour le commerce international	Assurance risques politiques	Total	Assurance crédit *	Garanties pour le commerce international	Assurance risques politiques	Total
Produits des activités d'assurance	40	38	2	80	38	30	2	70
Charges afférentes aux activités d'assurance :								
Charges de sinistres et autres charges	(36)	(13)	(11)	(60)	(41)	(18)	-	(59)
Reprise de (pertes sur) les contrats déficitaires	(6)	2	4	-	(4)	(1)	5	-
Frais d'acquisition	(8)	(4)	-	(12)	(9)	(4)	-	(13)
Variation des passifs au titre des sinistres survenus	4	21	(3)	22	40	6	18	64
Résultat des activités d'assurance	(6) \$	44 \$	(8) \$	30 \$	24 \$	13 \$	25 \$	62 \$

\* Y compris le résultat total des activités d'assurance d'institution financière, soit 2 millions de dollars (1 million en 2022).

## 9. Autres (produits) ou charges

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022 *
(Profits) ou pertes réalisés, montant net		
Titres négociables	11	(2)
Placements	(7)	(30)
Dérivés	(5)	-
Vente de prêts inscrits à l'actif	1	13
Écart de change	(22)	10
Autres	4	(2)
(Profits) ou pertes réalisés, montant total net	(18)	(11)
(Profits) ou pertes latents, montant net		
Emprunts	305	(448)
Dérivés	(95)	236
Titres négociables	(94)	212
Placements	(74)	42
(Profits) ou pertes latents, montant total net	42	42
<b>Total</b>	<b>24 \$</b>	<b>31 \$</b>

\* Les chiffres de la période antérieure ont été retraités pour rendre compte de l'application d'IFRS 17.

## 10. Charges administratives

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestre clos le	
	31 mars 2023	31 mars 2022
Salaires et avantages sociaux	94	81
Charge au titre des prestations de retraite	2	9
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des indemnités de départ	3	4
Services professionnels	21	25
Coûts des systèmes	14	10
Occupation	7	7
Dotation aux amortissements	6	6
Services d'information	6	5
Marketing et communications	3	4
Voyages, accueil et conférences	1	-
Autres	4	5
Total des charges administratives	161	156
Montants imputés aux contrats d'assurance	(27)	(32)
<b>Total</b>	<b>134 \$</b>	<b>124 \$</b>

## 11. Transactions entre parties liées

Le gouvernement du Canada est l'unique actionnaire d'Exportation et développement Canada. Dans le cadre de nos activités normales, nous concluons des transactions avec d'autres ministères, organismes gouvernementaux et sociétés d'État, ainsi qu'avec nos régimes de retraite, selon des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux parties non liées.

En 2021, FinDev Canada, filiale d'EDC, a reçu une facilité de financement à des conditions libérales de 75,9 millions de dollars d'Affaires mondiales Canada (AMC). Cette facilité est un accord entre AMC et FinDev Canada dont le but est de remplir le mandat du gouvernement du Canada à l'égard du redressement postpandémique favorisant l'égalité des genres. FinDev Canada détiendra, gèrera, administrera, utilisera et investira les fonds reçus d'AMC dans le cadre de cette facilité. Les résultats financiers relatifs à la facilité seront présentés à AMC et seront consolidés dans les états financiers du gouvernement du Canada.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

© Exportation et développement Canada, 2023. Tous droits réservés.

Canada

